Contre les violences faites aux femmes, toutes et tous dans la rue les 25 et 28 novembre !

Le 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences envers les femmes et les minoriséEs de genre.

Violences sociales, violences sexistes, même combat !

Elle s'inscrit cette année dans un mouvement social massif et un contexte de forte répression, qui cherche à étouffer la révolte, en particulier de la jeunesse. Le gouvernement s'attaque aux services publics, aux associations et à la Sécurité sociale, exacerbant les inégalités et les rapports de domination. Cela pèse sur l'ensemble des classes populaires et particulièrement sur les femmes qui en subissent en premier lieu les conséquences. En ce sens, la mobilisation actuelle est complètement liée à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux minoriséEs de genre.

Face aux violences, poursuivons la mobilisation !

En octobre, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles. Une avancée issue de la mobilisation féministe, mais dont l'ambition a été fortement malmenée et qui s'insère dans un système de réponses globalement racistes et répressives. Alors que le texte doit être examiné au Sénat à partir de janvier 2027, la mobilisation doit se poursuivre pour obtenir : les séances d'EVARS, les entretiens annuels à l'école pour tous les enfants, des moyens pour assurer l'autonomie des femmes, les budgets pour les services publics (l'école, la santé, la justice et l'aide sociale à l'enfance) et les associations !

Sous la pression du mouvement féministe, des avancées sont possibles, mais le système capitaliste et patriarcal ne peut se maintenir sans violences contre les femmes et les enfants. Pour en finir avec les violences, il faut en finir avec ce système !

Féministes, antifascistes, antiracistes et internationalistes !

Un des reculs significatifs, sous la pression de l'extrême droite et de la droite, est l'abandon des mesures de protection pour les femmes sans papiers, ce qui les prive de la possibilité de porter plainte sans risquer une obligation de quitter le territoire français et empêche l'accès anticipé au travail de certaines demandeuses d'asile victimes de violences sexuelles.

Les femmes, les minoriséEs de genre et les enfants payent de leur corps le prix fort, à l'heure où les guerres impérialistes se multiplient dans le monde. La montée des idées réactionnaires des gouvernements est une menace immédiate pour nos droits : retour au foyer, restriction de l'accès à l'IVG, instrumentalisation raciste de la lutte contre les violences faites aux femmes, etc.

Participons massivement et dans l'unité aux mobilisations des 25 et 28 novembre, contre les violences sexistes et sexuelles et pour la défense de nos autres revendications, pour en finir avec ce système capitaliste et patriarcal !

NPA-LANTICAPITALISTE.ORG |